

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

**Art. 9.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 964

[2003/200323]

**16 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant condition sectorielle concernant l'eau relative à l'industrie des corps gras**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 5 février 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 25 septembre 2002,

Arrête :

CHAPITRE UNIQUE. — *Champ d'application et conditions de déversement*

*Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions s'appliquent aux installations ou activités reprises aux rubriques :

- n° 15.41 : Fabrication d'huiles et de graisses brutes animales et végétales;
- n° 15.42 : Fabrication d'huiles et de graisses raffinées;
- n° 15.43 : Fabrication de margarine.

*Section 2. — Conditions de déversement*

*Sous-section première*

Conditions de déversement en eaux de surface ordinaires.

**Art. 2.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6.5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6.5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en 5 jours à 20 °C et en présence d'allyle thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 80 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 450 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0.5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

8° la teneur en phosphates des eaux déversées ne peut dépasser 2 mg P par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 900 kg P par mois avant épuration;

9° la teneur en nitrates des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg N par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 3300 kg N-Kjeldahl par mois avant épuration;

10° la teneur en nitrites des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg N par litre pour tout rejet supérieur ou égal à 3300 kg N-Kjeldahl par mois avant épuration;

11° la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg N par litre;

12° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

13° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

14° lorsqu'un ou des composés organiques volatils, non spécifiquement vu par un paramètre de la norme sectorielle (POX ou BTEX) est (sont) susceptible(s) d'être présent(s) dans les rejets, leur(s) concentration(s) sera(seront) limitée(s) par les conditions particulières. Cette limitation sera établie au vu de l'impact environnemental spécifique à cette (ces) substance(s) et devra porter sur le rejet en amont de tout dispositif faisant appel à une agitation à l'air libre des effluents.

15° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

#### Sous-section 2

##### Conditions de déversement en égouts publics.

**Art. 3.** Les eaux usées industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 9.5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9.5 ou inférieur à 6 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en 5 jours à 20 °C et en présence d'allylethio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 1750 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 3500 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1000 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 200 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

6° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;

7° la teneur en chlorures des eaux déversées ne peut dépasser 2000 mg par litre;

8° la teneur en sulfates des eaux déversées ne peut dépasser 2000 mg par litre;

9° la dimension des matières en suspension ne peut dépasser 10 mm de diamètre;

10° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre.

11° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;

12° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

13° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

14° lorsqu'un ou des composés organiques volatils, non spécifiquement vu par un paramètre de la norme sectorielle (POX ou BTEX) est (sont) susceptible(s) d'être présent(s) dans les rejets, leur(s) concentration(s) sera(seront) limitée(s) par les conditions particulières. Cette limitation sera établie au vu de l'impact environnemental spécifique à cette (ces) substance(s) et devra porter sur le rejet en amont de tout dispositif faisant appel à une agitation à l'air libre des effluents;

15° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

#### Sous-section 3

##### Volumes de référence

**Art. 4.** les conditions de déversement pour les installations visées à l'article 1<sup>er</sup> sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de l'effluent de 15 mètres cubes par tonne de produit fini.

Pour les usines qui ne pratiquent que le raffinage d'huiles brutes, le volume spécifique de référence de l'effluent est de 9 mètres cubes par tonne de produit fini.

Pour les margarineries, le volume spécifique de référence est de 500 litres par tonne de produit fini.

Pour les industries de la transformation des matières grasses du lait, le volume de référence est de 3 mètres cubes par tonne de produit fini.

#### Sous-section 4

##### Dérogations

**Art. 5.** L'article 2, 16°, et l'article 3, 17° ne s'appliquent qu'aux entreprises réalisant l'extraction des corps gras par solvants organiques.

#### Sous-section 5

##### Méthodes d'analyse et d'échantillonnage

**Art. 6.** Les méthodes à suivre pour les échantillonnages ainsi que pour l'analyse de tous les paramètres repris dans les articles 2 et 3 de la présente condition sectorielle sont celles actuellement utilisées ou approuvées par le laboratoire de référence de la Région wallonne.

#### Sous-section 4

##### Mesures transitoires, abrogatoires et finales

**Art. 7.** L'arrêté royal du 3 février 1988 déterminant les conditions sectorielles de déversement, dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics, des eaux usées provenant du secteur de la production et de la transformation des huiles et graisses végétales et animales est abrogé.

**Art. 8.** Pour les établissements existants à l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'autorité compétente peut prescrire des conditions particulières moins sévères que les présentes conditions sectorielles. Néanmoins, ces conditions particulières seront au moins équivalentes à l'autorisation antérieure. La durée de validité de ces conditions particulières ne peut excéder le 31 octobre 2007.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2003.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 16 janvier 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 964

[2003/200323]

**16. JANUAR 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die sektorbezogenen Bedingungen für Wasser im Bereich der Öl- und Fettindustrie**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 15. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der "Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution" (beratende Kommission für den Schutz der Gewässer gegen die Verschmutzung);

Aufgrund des am 25. September 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Beschließt:

EINZIGES KAPITEL — Anwendungsbereich und Ableitungsbedingungen

*Abschnitt 1 — Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die in den folgenden Rubriken angeführten Anlagen oder Tätigkeiten anwendbar:

- Nr. 15.41: Herstellung von tierischen und pflanzlichen Rohölen und -fetten;
- Nr. 15.42: Herstellung von raffinierten Ölen und Fetten;
- Nr. 15.43: Herstellung von Margarine.

*Abschnitt 2 — Ableitungsbedingungen*

Unterabschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser

**Art. 2** - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 9 liegen. Wenn das abgeleitete Abwasser aus der Benutzung eines gewöhnlichen Oberflächenwassers und/oder Grundwassers stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9 oder unter 6,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 80 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 450 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° für jede Ableitung von mindestens 900 kg P pro Monat vor der Klärung darf der Gehalt an Phosphaten des abgeleiteten Abwassers 2 mg P pro Liter nicht überschreiten;

9° für jede Ableitung von mindestens 3 300 kg N-Kjeldahl pro Monat vor der Klärung darf der Gehalt an Nitraten des abgeleiteten Abwassers 15 mg N pro Liter nicht überschreiten;

10° für jede Ableitung von mindestens 3 300 kg N-Kjeldahl pro Monat vor der Klärung darf der Gehalt an Nitriten des abgeleiteten Abwassers 1 mg N pro Liter nicht überschreiten;

11° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg N pro Liter nicht überschreiten;

12° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

13° das abgeleitete Abwasser darf keine Ole, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

14° wenn eine oder mehrere flüchtige organische Verbindungen, die nicht spezifisch von einem Parameter der sektoriellen Norm (POX oder BTEX) in Betracht gezogen wird (werden), in den Ableitungen vorhanden sein können, werden ihre Konzentrationen durch die Sonderbedingungen eingeschränkt. Diese Einschränkung wird angesichts der für diese(n) Stoff(e) spezifischen umweltbedingten Auswirkung festgelegt und muss sich auf die Ableitung vor jeglichem Vorgang unter Mitwirkung einer Bewegung des Abwassers an der freien Luft beziehen;

15° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

#### Unterabschnitt 2 — Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen

**Art. 3** - Das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete Abwasser unterliegt folgenden Bedingungen:

1° der pH-Wert des Abwassers muss zwischen 6 und 9,5 liegen. Wenn das Abwasser aus der Benutzung eines gewöhnlichen Oberflächenwassers und/oder Grundwassers stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers, wenn er über 9,5 oder unter 6 liegt, als Grenzwert des pH des abgeleiteten Abwassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 1750 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 3500 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 200 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

6° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter, nicht überschreiten;

7° der Gehalt an Chloriden des abgeleiteten Abwassers darf 2 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° der Gehalt an Sulfaten des abgeleiteten Abwassers darf 2 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

9° die Dimension der Schwebstoffe darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;

10° der Gehalt an mit Petrolether extrahierbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;

11° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;

12° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Ole, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

13° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartigen Gase verursachen können, enthalten sein;

14° wenn eine oder mehrere flüchtige organische Verbindungen, die nicht spezifisch von einem Parameter der sektoriellen Norm (POX oder BTEX) in Betracht gezogen wird (werden), in den Ableitungen vorhanden sein können, werden ihre Konzentrationen durch die Sonderbedingungen eingeschränkt. Diese Einschränkung wird angesichts der für diese(n) Stoff(e) spezifischen umweltbedingten Auswirkung festgelegt und muss sich auf die Ableitung vor jeglichem Vorgang unter Mitwirkung einer Bewegung des Abwassers an der freien Luft beziehen;

15° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

#### Unterabschnitt 3 — Referenzvolumen

**Art. 4** - Die Ableitungsbedingungen für die in Artikel 1 erwähnten Anlagen werden je nach dem spezifischen Referenzvolumen des Abwassers von 15 Kubikmetern pro Tonne des Endprodukts festgelegt.

Für die Fabriken, die lediglich die Raffination von Rohöl vornehmen, entspricht das spezifische Referenzvolumen 9 Kubikmetern pro Tonne des Endprodukts.

Für die Margarinefabriken entspricht das spezifische Referenzvolumen 500 Litern pro Tonne des Endprodukts.

Für die Industrien zur Verarbeitung der Milchfette entspricht das spezifische Referenzvolumen 3 Kubikmetern pro Tonne des Endprodukts.

#### Unterabschnitt 4 — Abweichungen

**Art. 5** - Artikel 2, 16° und Artikel 3, 17° sind nicht auf die Unternehmen anwendbar, die die Fettgewinnung durch organische Lösungsmittel vornehmen.

#### Unterabschnitt 5 — Analyse- und Probenahmemethoden

**Art. 6** - Die für die Probenahmen sowie für die Analysen von allen in den Artikeln 2 und 3 der vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen angeführten Parametern zu verfolgenden Methoden sind diejenigen, die gegenwärtig von dem Referenzlaboratorium der Wallonischen Region angewandt und genehmigt werden.

#### Unterabschnitt 6 — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

**Art. 7** - Der Erlass vom 3. Februar 1988 zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen für die Ableitung des Abwassers aus den Anlagen aus dem Sektor der Produktion und Verarbeitung von pflanzlichen und tierischen Ölen und Fetten in das gewöhnliche Oberflächenwasser und in die öffentlichen Kanalisationen wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 8** - Für die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Betriebe kann die zuständige Behörde weniger strenge Sonderbedingungen als die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen vorschreiben. Diese Sonderbedingungen werden jedoch mindestens mit der vorhergehenden Genehmigung gleichgestellt. Die Gültigkeitsdauer dieser Sonderbedingungen darf den 31. Oktober 2007 nicht überschreiten.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Februar 2003 in Kraft.

**Art. 10** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 964

[2003/200323]

**16 JANUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering houdende sectorale voorwaarden inzake watergebruik bij de vervaardiging van oliën en vetten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, uitgebracht op 5 februari 2002;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 25 september 2002,

Besluit :

ENIG HOOFDSTUK. — *Toepassingsgebied en lozingsvoorwaarden*

*Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Deze voorwaarden zijn van toepassing op de activiteiten en installaties die ingedeeld zijn onder de volgende rubrieken :

- n° 15.41 : Vervaardiging van dierlijke of plantaardige ruwe oliën en vetten;
- n° 15.42 : Raffinage van plantaardige oliën en vetten;
- n° 15.43 : Vervaardiging van margarine.

*Afdeling 2. — Lozingsvoorwaarden*

Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater

**Art. 2.** Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6.5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6.5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 80 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 450 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

8° het gehalte aan fosfaten is niet hoger dan 2 mg P per liter voor elke lozing van 900 kg P of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

9° het gehalte aan nitraten is niet hoger dan 15 mg N per liter voor elke lozing van 3 300 kg N-Kjeldahl of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

10° het gehalte aan nitriten is niet hoger dan 1 mg N per liter voor elke lozing van 3 300 kg N-Kjeldahl of meer per maand voorafgaande aan de zuivering;

11° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 5 mg N per liter;

12° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

13° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

14° bij een mogelijke aanwezigheid in de lozingen van één (meer) vluchtige organische verbindingen, die niet specifiek vastgelegd is (zijn) op grond van een parameter van de sectorale norm (POX of BTEX), voorzien de bijzondere voorwaarden in een beperkte concentratie ervan. De beperking wordt vastgelegd naar gelang van het milieueffect dat eigen is aan die stof(fen) en heeft betrekking op de lozing stroomopwaarts van elke installatie met beluchtingssysteem.

15° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

#### Onderafdeling 2. — Voorwaarden voor lozingen in openbare rioleringen

**Art. 3.** Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden

1° de pH-waarde ligt tussen 6 en 9.5. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9.5 of lager dan 6;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 1 750 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 3 500 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 200 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 15 mg per liter;

7° het gehalte aan chloriden is niet hoger dan 2 000 mg per liter;

8° het gehalte aan sulfaten is niet hoger dan 2 000 mg per liter;

9° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt hoogstens 10 mm;

10° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;

11° de temperatuur is niet hoger dan 45 °C;

12° het is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

13° het bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

14° bij een mogelijke aanwezigheid in de lozingen van één (meer) vluchtige organische verbindingen, die niet specifiek vastgelegd is (zijn) op grond van een parameter van de sectorale norm (POX of BTEX), voorzien de bijzondere voorwaarden in een beperkte concentratie ervan. De beperking wordt vastgelegd naar gelang van het milieueffect dat eigen is aan die stof(fen) en heeft betrekking op de lozing stroomopwaarts van elke installatie met beluchtingssysteem.

15° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

#### Onderafdeling 3. — Referentievolumes

**Art. 4.** De lozingsvoorwaarden voor de installaties bedoeld in artikel 1 worden vastgelegd op grond van het specifieke referentievolume van 15 m<sup>3</sup> effluent per ton eindproduct.

Wat betreft de fabrieken die enkel ruwe oliën raffineren, is het specifieke referentievolume van het effluent gelijk aan 9 m<sup>3</sup> per ton eindproduct.

Wat betreft margarinefabrieken, is het specifieke referentievolume gelijk aan 500 l per ton eindproduct.

Wat betreft de industrieën voor de verwerking van melkvet, is het specifieke referentievolume gelijk aan 3 m<sup>3</sup> per ton eindproduct.

#### Onderafdeling 4. — Afwijkingen

**Art. 5.** Artikel 2, 16°, en artikel 3, 17°, zijn slechts van toepassing op de bedrijven die oliën en vetten extraheren d.m.v. organische oplosmiddelen.

#### Onderafdeling 5. — Analyse- en monsternemingstechnieken

**Art. 6.** Voor de monsternemingen en de analyse van de gezamenlijke parameters bedoeld in de artikelen 2 en 3 van deze sectorale voorwaarden wordt gebruik gemaakt van de technieken die tegenwoordig toegepast worden of goedgekeurd zijn door het referentielaboratorium van het Waalse Gewest.

#### Onderafdeling 4. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

**Art. 7.** Het koninklijk besluit van 3 februari 1988 tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing, in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen, van afvalwater afkomstig van de sector van de productie en de verwerking van plantaardige en dierlijke oliën en vetten, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Voor de inrichtingen die in werking zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan de bevoegde overheid voorzien in voorwaarden die niet zo streng zijn als deze sectorale voorwaarden. Die bijzondere voorwaarden zijn hoe dan ook gelijk aan de vorige vergunning. De geldigheidsduur ervan verstrijkt uiterlijk op 31 oktober 2007.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2003.

**Art. 10.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 januari 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET